



Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

106-2 | 2018

Métropoles alpines. Vers une nouvelle alliance entre villes et montagnes ?

Moins de rhétorique régionale, plus de diversité. L'urbanisation des Alpes dans l'intérêt de sociétés cohésives

Manfred Perlik



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rga/4581>

DOI : 10.4000/rga.4581

ISSN : 1760-7426

Éditeur

Association pour la diffusion de la recherche alpine

Référence électronique

Manfred Perlik, « Moins de rhétorique régionale, plus de diversité. L'urbanisation des Alpes dans l'intérêt de sociétés cohésives », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 106-2 | 2018, mis en ligne le 25 août 2018, consulté le 05 septembre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/rga/4581> ; DOI : 10.4000/rga.4581

Ce document a été généré automatiquement le 5 septembre 2018.



La *Revue de Géographie Alpine* est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Moins de rhétorique régionale, plus de diversité. L'urbanisation des Alpes dans l'intérêt de sociétés cohésives

Manfred Perlik

Ce travail a bénéficié d'une aide de l'ANR au titre du programme LABEX ITEM ANR-10-LABX50-01.

Le besoin d'un nouveau discours entre la montagne et la plaine

- ¹ *L'urbanisation* désigne la transition à partir de modes de production ruraux, impliquant de fortes interactions agricoles au niveau local, à l'intégration fonctionnelle des zones rurales dans les chaînes de valeur nationales ou internationales, indépendamment de la morphologie ou de la densité urbaine. Par contre, pour décrire les effets de la densification spatiale, le terme *développement urbain* est plus approprié.
- ² Ceux qui ne partagent pas l'approche sociologique globale de l'urbanisation reconnaissent néanmoins que la chaîne des Alpes est fortement urbanisée. Cet article analyse les tendances récentes de l'urbanisation ainsi que les stratégies qui en découlent pour continuer à développer l'espace alpin. *L'espace alpin* désigne le territoire situé dans le périmètre de la Convention Alpine, même s'il est prouvé que cette démarcation a perdu de son importance aujourd'hui. La frange qui entoure les Alpes est dénommée *frange péri-alpine*. C'est là que se trouvent les grandes agglomérations et les régions métropolitaines. La *macrorégion Alpes* (EUSALP) récemment créée par l'Union Européenne s'étend de Bayreuth en Allemagne à La Spezia en Italie, et de Lyon à Vienne. L'article repose sur l'hypothèse que les stratégies d'un développement spécifique aux Alpes, défendues au cours des dernières décennies dans le discours alpin, ne correspondent plus à la réalité. Cette hypothèse repose elle-même sur le fait que lorsque l'on différencie au

sein de l'Europe les régions métropolitaines en plein essor et des régions montagneuses peu peuplées mais riches, on constate que les décisions importantes et les habitudes de consommation émanent des régions métropolitaines. Les régions montagneuses, malgré une connaissance riche et implicite, durablement ancrée, ne peuvent plus proposer de contre-mesures ou contre-modèles pertinents. De plus, les grands écarts en termes de prospérité entre les différentes régions européennes montrent que les régions les plus prospères, de même que les régions les plus touchées par les crises, sont confrontées à des distorsions politiques qui s'expriment dans le nationalisme ou le sécessionnisme. Le modèle de compétitivité entrepreneurial régional basé sur la spécificité des produits régionaux, qui a été encouragé depuis les années 90, n'a pas pu limiter les divisions spatio-sociales. On peut donc en conclure que les régions alpines doivent activement coopérer avec les régions métropolitaines périalpines, plutôt que de se perdre dans la quête de l'indépendance. Elles démontrent ainsi que leur demande de soutien à long terme auprès de leurs États respectifs est légitime pour préserver leurs particularités et être dédommagées pour leurs désavantages structurels. Sur le plan méthodologique, l'argumentation est fondée sur l'analyse de processus sociodémographiques connus et sur les récents résultats des élections et des scrutins en Europe.

De l'urbanisation à la métropolisation alpine

- 3 En 1999 (base de données de 1990), nous assistions déjà à la renaissance de la ville en tant que puissante collectivité territoriale et organe de décision (*Revue de Géographie Alpine* n° 87 (1 & 2), 1999). Dans certaines régions, on entretenait encore l'espoir que l'urbanisation des zones montagneuses trouverait une alternative à la croissance productiviste, en favorisant une agglomération de taille moyenne qui pourrait constituer un moteur dans le processus de rattrapage des zones montagneuses, même s'il était déjà évident que les régions métropolitaines périalpines étaient les grandes gagnantes du changement post-fordiste des années 80. L'intégration fonctionnelle des zones montagneuses dans les régions métropolitaines était déjà visible, mais sa dimension mondiale (par exemple le tourisme asiatique dans les Alpes) était encore sous-estimée. On aspirait à ce que des processus d'urbanisation adaptés aux territoires de montagne leur permettent de trouver un équilibre et de contrer les effets envahissants de la mondialisation. Cette attente semble avoir échoué, bien que le scénario d'un grand déclin ne se soit pas confirmé. Les Alpes sont plutôt riches. La population n'est pas exposée à une pauvreté spécifique, les PIB régionaux autour des Alpes sont les plus élevés d'Europe et les territoires alpins bénéficient même d'un PIB plus élevé que bien d'autres régions européennes. Mais les disparités sont très fragmentées et l'arc alpin dans son ensemble se développe dans le cadre d'une division globale du travail, où seules les fonctions inférieures liées aux loisirs et à l'habitat résidentiel lui reviennent, alors que le processus décisionnel se concentre en dehors des Alpes, dans les zones métropolitaines périalpines. Il est évident que cette division fonctionnelle crée un fossé nouveau et plus profond entre les différents intérêts ; elle entraîne des clivages territoriaux et des relations asymétriques, qui se traduisent par des options différentes pour l'avenir entre les zones métropolitaines et périphériques. Les répercussions s'expriment dans un vote en faveur de politiques séparatistes et d'exclusion lors des dernières élections et votations en Europe (voir plus bas). Les régions métropolitaines situées dans la frange périalpine bénéficient des agréments du paysage de montagne proche, ce qui leur confère un avantage supplémentaire en termes de

diversité dans la compétition des villes mondiales : « les métropoles et "leurs" Alpes » (Borsdorf *et al.*, 2010). Les régions montagneuses retirées et manquant d'aménités paysagères sont appelées à être privées de tout nouveau développement.

- 4 Les processus d'urbanisation des dernières décennies dans les Alpes peuvent se résumer de la manière suivante. Jusqu'aux années 70, l'objectif des États alpins était de réduire le fossé entre les montagnes rurales et les plaines, qui connaissaient une expansion rapide, par la construction d'infrastructures et l'amélioration du niveau de vie individuel. L'urbanisation a eu lieu, mais n'a pas été perçue comme telle. Dans les années 90, l'image observée est différente : les fonds de vallée et les bordures deviennent péri-urbanisés du fait des agglomérations grandissantes¹. Les altitudes plus élevées se dépeuplent ; certaines parties des Alpes du Sud en Italie et en France sont sur le déclin (Bätzing, Perlik, Dekleva, 1996). Durant les premières décennies du XXI^e siècle, le processus de métropolisation s'accélère. La polarisation entre les aires métropolitaines – très productives et socio-économiquement très diversifiées – et les régions de montagne – hautement spécialisées – augmente. Néanmoins, la crise financière de 2007 affecte moins les régions alpines que les régions métropolitaines, car les mécanismes précédents se répètent : en période de croissance, les villes dynamiques sont avantagées alors qu'en période de récession, les périphéries souffrent moins (Schuler, Perlik, Pasche, 2004). Néanmoins, depuis cette crise financière, les villes et périphéries pâttissent d'un faible financement public qui affecte les politiques sociales et régionales.
- 5 L'une des spécificités des Alpes, comparées à d'autres chaînes de montagne, est sa forte population, qui atteint 14,2 millions d'habitants, ce qui en fait l'une des chaînes montagneuses les plus densément peuplées au monde (Convention Alpine, 2015). C'était un cas unique par le passé. Les processus actuels font des Alpes un laboratoire présentant des mécanismes d'urbanisation qui sont reproduits dans d'autres chaînes de montagne comme la région Hindu Kush-Himalaya (Jacquemet, 2018 ; Kunze, Perlik, Ruijun, 2018).
- 6 En bref : durant l'ère fordiste, les parties montagneuses ont profité de l'effet de ruissellement des modèles nationaux d'État providence, espérant atteindre un développement équitable, même tardivement. Aujourd'hui, avec la métropolisation alpine, les zones montagneuses s'intègrent fonctionnellement dans des zones métropolitaines grandissantes, en tant que parties spécifiques des systèmes de production métropolitains.

Aspects théoriques : disparités croissantes entre zones de montagne et agglomérations de plaine

- 7 D'un point de vue théorique, nous avons deux points de départ : l'un est lié au changement profond de régime pour s'orienter vers des sociétés libérales-productivistes (ou post-fordistes). L'autre, plus fondamental, aborde le problème non résolu des sociétés capitalistes : la contrainte d'un investissement continu pour des rendements d'échelle accrus avec des tendances aux crises à répétition, provoquées par la suraccumulation de capital.
 - a. Le virage post-fordiste des années 80 a modifié les régulations politiques en faveur de la mobilité du capital, de l'innovation technologique (= dévalorisation plus rapide des systèmes de production existants) et de la liberté individuelle (qui comprend la responsabilité individuelle) en réponse à un taux de profit en baisse et à une délégitimation des précédents

objectifs de développement, en particulier en ce qui concerne les conflits d'objectifs (*trade-offs*) environnementaux et culturels. Alors que la période d'industrialisation de la fin du XIX^e siècle intégrait les Alpes sur les marchés nationaux, le virage post-fordiste leur a donné accès à l'échange mondial de biens, de capitaux et de main-d'œuvre. L'ensemble des processus de production (le régime de l'accumulation) est lié à la désintégration verticale et à la désindustrialisation des pays développés, à la fois conséquences et moteurs de l'évolution des profils professionnels et de l'importance accrue des effets d'agglomération en faveur des aires métropolitaines. Les grandes villes regroupent toutes les activités économiques qui ne peuvent pas (ou pas encore) être standardisées ; elles offrent en outre des opportunités aux migrants sans qualification. Ce nouveau contexte est souvent considéré comme l'occasion d'offrir de nouvelles possibilités aux territoires de montagne, au-delà des subventions publiques. Les zones montagneuses d'Europe n'étant pas compétitives sur les marchés mondiaux, elles doivent éviter la concurrence basée sur les avantages comparatifs en créant des particularités uniques. Cependant, les propositions uniques de vente dont elles disposent représentent une valeur ajoutée moindre et des emplois moins attractifs : les loisirs, les paysages et la gastronomie – des biens de consommation finale qui ont besoin des marchés mondiaux et d'une production industrielle pour être rentables – amenés à détruire rapidement leur modèle économique par la surexploitation (références récentes sur l'approche de régulation voir Boyer, 2018 ; sur le terme élargi du capital : Bourdieu, 1979 et 1986 ; Camagni/Capello, 2010).

- b. Le problème général et insoluble des sociétés capitalistes demeure : la suraccumulation du capital qui se produit sous le paradigme de taux de croissance de plus en plus élevé.

En conséquence on voit la destruction des valeurs existantes et le désinvestissement des anciens secteurs pour réinvestir ailleurs. Mais les nouvelles opportunités de placement se raréfient. À la recherche de nouvelles opportunités, on investit dans les innovations technologiques (comme la biotechnologie et les technologies liées à l'énergie), l'intensification des conflits et leur gestion (comme l'ingénierie militaire et les systèmes de sécurité) et – dans les régions montagneuses – la valorisation des aspects esthétiques et paysagers. Ainsi, les nouveaux complexes résidentiels et touristiques construits ou programmés dans les Alpes comme Andermatt, Crans-Montana ou Vals, sont nécessaires pour assurer la valorisation d'un capital financier généré ailleurs. L'anticipation de futurs besoins, voire la création active de futurs besoins est un prérequis. C'est aussi l'un des aspects de la production d'espace. Comme le modèle d'investissement repose sur une stratégie salaire élevé/qualité supérieure, il renforce l'intégration des régions alpines sur les marchés mondiaux et les détourne de leurs clients nationaux, pour lesquels ces produits ne sont plus attractifs ou sont devenus trop onéreux. En outre, le modèle socio-économique des régions montagneuses diffère en fonction de ces investissements, car les stratégies appliquées ne concernent que les sites pittoresques (les parties abruptes et étroites des moyennes vallées alpines sans beaucoup de soleil n'en profitent pas) ; comme références voir Harvey 1973 et 1982 ; Smith, 2007).

- 8 L'intégration des Alpes dans la production nationale et les systèmes de protection sociale durant la seconde moitié du XX^e siècle a eu deux conséquences opposées. D'un côté, elle a conduit aux fameuses vagues de dépeuplement qui ont affecté structurellement les régions désavantagées et accentué leurs faiblesses (Bätzing, Perlik, Dekleva, 1996). De l'autre, elle a permis à ces contrées d'accéder aux systèmes de protection sociale issus des politiques régionales menées dans les pays alpins prospères (pour la Suisse : Schuler, Perlik, Pasche, 2004). Ce qui a garanti un minimum de solidarité et de cohésion territoriale entre les montagnes et les plaines. Les nouveaux modèles libéraux-productivistes induisent une division mondiale du travail entre production et consommation, en faisant valoir l'élargissement du marché, la liberté d'entreprise, la

subsidiarité territoriale et la responsabilité individuelle (Perlik, 2019). Ils détériorent la cohésion territoriale existante.

Les clivages territoriaux en Europe

- 9 La littérature scientifique régionale existante comprend de nombreuses études de cas qui démontrent l'importance des *bonnes pratiques*, de la *force des liens faibles*, des *arguments de vente uniques* ou d'une *innovation permanente*². Néanmoins, de nombreuses régions européennes ont été affectées par les délocalisations et la désindustrialisation, sans obtenir de véritable compensation pour atténuer la perte du capital territorial. On peut supposer que les régions et entreprises concernées connaissaient bien ces meilleures pratiques et que toutes n'ont pas commis d'erreurs ; toujours est-il qu'elles ont échoué. Plus important encore, ce cataclysme au sein du monde industriel n'a pas entraîné (comme certains l'affirment parfois) la création d'activités dans les friches industrielles périphériques. Les grandes gagnantes sont les villes ayant un rôle gouvernemental historique. Elles ont profité de changements structurels dans les économies tertiaires, contrairement à l'arrière-pays autrefois industrialisé. Pire encore, nous constatons à présent les conséquences du déclin de la cohésion territoriale dans les référendums et les résultats des élections. Cela concerne aussi bien les régions pauvres que les régions riches. De nombreux territoires défavorisés, coupés du développement économique, se tournent vers un nationalisme dur sous un déguisement social, tandis que, dans le même temps, les subdivisions territoriales prospères affichent une arrogance culturelle qui les libère de leur responsabilité vis-à-vis des régions défavorisées. Les premiers développent une attitude exclusive et haineuse envers les immigrés et leurs pratiques sociales différentes ; les seconds font preuve d'un égoïsme régional allant de l'exigence d'une autonomie économique à une scission formelle. Cette interprétation est basée sur des exemples récents en Europe :

- Les analyses effectuées après le référendum sur le Brexit au Royaume-Uni ont fait ressortir un profil spatial dans lequel Londres ainsi que les riches régions du Sud ont voté en grande majorité pour le maintien du pays dans l'UE alors que le Nord désindustrialisé a souhaité quitter l'UE. Ce profil de vote était constant et dépassait les catégories sociales. Ce n'était pas le statut social individuel actuel des votants qui était décisif pour le vote, mais leur anticipation du déclin régional à l'avenir. C'était basé sur l'expérience de la polarisation continue entre un Londres florissant et les Midlands délabrés.(O'Reilly *et al.*, 2016 ; Rodriguez-Posé, 2018).
- Les résultats des élections françaises et allemandes de 2017 ont montré dans les deux pays que les territoires retirés et désindustrialisés (respectivement le Nord et l'Est) ont voté massivement pour l'extrême-droite, peut-être même la majorité d'entre eux. La dégradation du milieu ouvrier et les objectifs communs de transformation sociale ont entraîné une attitude d'exclusion et de xénophobie (pour la France, citons Didier Eribon, 2009, dans l'auto-analyse ethnographique de sa famille).
- On pourrait aussi inclure les pays d'Europe de l'Est dans leurs relations avec l'Union Européenne, et leur déception de ne pas avoir été intégrés plus rapidement dans le modèle

de croissance européen. Une attente qui – déçue – s'est traduite par l'isolement et le nationalisme.

10 Les exemples des régions gagnantes ne sont pas plus glorieux :

- Depuis les années 90, les puissantes régions italiennes de Lombardie et du Veneto ont intensifié leur discours nationaliste, accentuant ainsi le fossé entre le nord et le sud du pays, et réclamant l'indépendance pour la plaine du Pô.
- En Espagne, Barcelone et ses environs, seconde région métropolitaine du pays, tente d'obtenir son indépendance en mettant en avant ses différences culturelles, mais aussi en clamant qu'elle ne veut pas partager sa valeur ajoutée régionale avec le reste de l'Espagne.
- Le Sud-Tyrol – une région montagneuse – parvient à réinvestir 90 % des impôts payés par ses contribuables sur son propre territoire, grâce à son statut autonome. L'État italien avait dû lui accorder cette faveur afin de mettre un terme aux violents conflits ethniques de l'après-guerre entre les populations germanophones et italiennes. Ce compromis, permet au Sud-Tyrol de ne consacrer que très peu d'argent aux régions rurales de l'Italie du Sud.
- Au sein de l'Union Européenne, citons encore la position dure de l'Allemagne durant la crise de la zone euro au début des années 2010 vis-à-vis des pays d'Europe du Sud.

11 Ces expressions d'exclusion régionaliste s'explique par le fait que les promesses relatives aux avancées sociales individuelles dans un contexte régional défavorable n'ont pas été tenues. Les stratégies de singularité en vue de positionner les régions affaiblies sur les marchés mondiaux ont de toute évidence échoué ; elles ne permettent en général pas de garantir leur stabilité, et ne sont probablement pas adaptées à l'ensemble des régions montagneuses. De plus, l'altérité des montagnes ne représente plus une alternative en vue d'une société plus cohésive (si tant est que cet espoir ait été justifié par le passé). L'intégration fonctionnelle de l'arrière-pays montagneux a créé des conditions asymétriques en termes de richesse et de choix futurs en faveur des plaines et des zones métropolitaines périalpines.

12 Deux tendances contraires atténuent cette asymétrie. Tout d'abord, le système de protection sociale fordiste ne s'est pas complètement effondré. Tout du moins, les Alpes – entourées de plaines prospères – se portent bien. La notion de solidarité territoriale perdure et les régions riches de l'Europe sont en mesure de la financer. Par ailleurs, les régions montagneuses ont encore suffisamment de prestige pour défendre leurs intérêts sur un plan politique national, au moins en partie.

13 En second lieu, ces régions font l'effort de s'adapter. Dans un contexte d'intérêts extérieurs divergents (entre plaines et montagnes) et de transformations socio-économiques intérieures (entre acteurs locaux), les territoires alpins recherchent des rôles et relations complémentaires avec les ensembles urbains périalpins :

- En Suisse, les cantons alpins ont rejeté la proposition de l'Administration Fédérale de créer une unité territoriale statistique de montagne NUTS2. Ils ont préféré rejoindre des piémonts différents et fortement urbanisés (Schuler *et al.* 1999).
- Les cantons alpins privilégient les fusions entre petites municipalités afin de profiter d'une plus grande visibilité au niveau national et d'influencer les décisions fédérales. Le projet le plus avancé revient au canton de Glaris (40 000 habitants), dont la population a voté dès 2006 en faveur de la fusion de ses 27 communes pour les regrouper en 3 grandes municipalités (appelées Glaris Nord, Glaris et Glaris Sud depuis 2011). La vallée de Bregaglia dans le sud des Alpes suisses est un exemple de fusion de municipalités italophones de très petite taille. Ses 1 600 habitants vivent dans sept villages et autres hameaux plus petits, formant

précédemment cinq communes indépendantes. En 2010, ils se sont regroupés en une seule commune couvrant toute la vallée.

- Les fonctions spécifiques proposées par les organes de planification nationale en réponse à la demande croissante de la population urbaine dans les plaines (en particulier l'exigence d'avoir davantage de parcs nationaux et régionaux) ont fini par être acceptées par les populations montagnardes, même si parfois ces projets sont rejetés par la population locale.
- Plusieurs exemples d'innovation sociale en milieu rural et montagneux démontrent que les populations de montagne développent des stratégies pour conserver leur habitat, mais ont conscience qu'elles doivent intégrer les tendances extérieures (SIMRA, 2017).
- En ce qui concerne les villes des Alpes (à l'exception de Grenoble, il n'existe pas d'agglomération métropolitaine dans les Alpes), elles s'efforcent de rester compétitives en incorporant les municipalités voisines (par ex. Lucerne et Lugano), elles développent de nouveaux districts urbains dans les zones en friche (Bolzano) ou attirent les sièges des institutions ou des entreprises (Innsbruck). Grenoble suit une stratégie métropolitaine bien précise, qui se rapproche des autres villes non alpines en pleine mutation, comme Bâle, Glasgow ou Barcelone.

- 14 Les régions montagneuses des États alpins n'ont pas adhéré, pour la plupart, au courant nationaliste actuel comme le font les régions pauvres d'Europe ; elles ont des revenus plutôt confortables et sont soutenues par leurs gouvernements fédéraux/nationaux. Elles profitent encore de la solidarité de la majorité urbaine, alors que – selon les nouvelles règles – elles devraient se débrouiller seules. Les dernières élections et les scrutins récents ont montré que la population opte souvent pour des partis conservateurs et traditionnels, mais pas obligatoirement pour des partis d'extrême-droite (à l'exception de Carinthie en Autriche). Rappelons qu'en Suisse, où une droite agressive est représentée au sein d'un parti qui fait partie du gouvernement fédéral, les territoires de montagne votent plutôt pour les représentants modérés que pour ceux d'extrême-droite. Les tendances de la droite nationaliste se retrouvent plutôt dans les franges suburbaines et périurbaines, exploitant la culture paysanne à des fins de marketing politique. Enfin, le président autrichien actuel a été élu (de justesse toutefois) par une partie de la population montagnarde contre le candidat d'extrême-droite. Cependant, les exemples des récents scrutins en Europe montrent combien une concurrence régionale accrue peut se transformer en bombe politique à retardement. Dans les régions désavantagées, les structures de la société civile s'effondrent, entraînant avec elles le capital territorial. En revanche, les régions riches renoncent à exercer leur solidarité envers les perdants : soit parce qu'elles ne veulent pas payer d'impôts, soit parce qu'elles aspirent à un statut exclusif total.

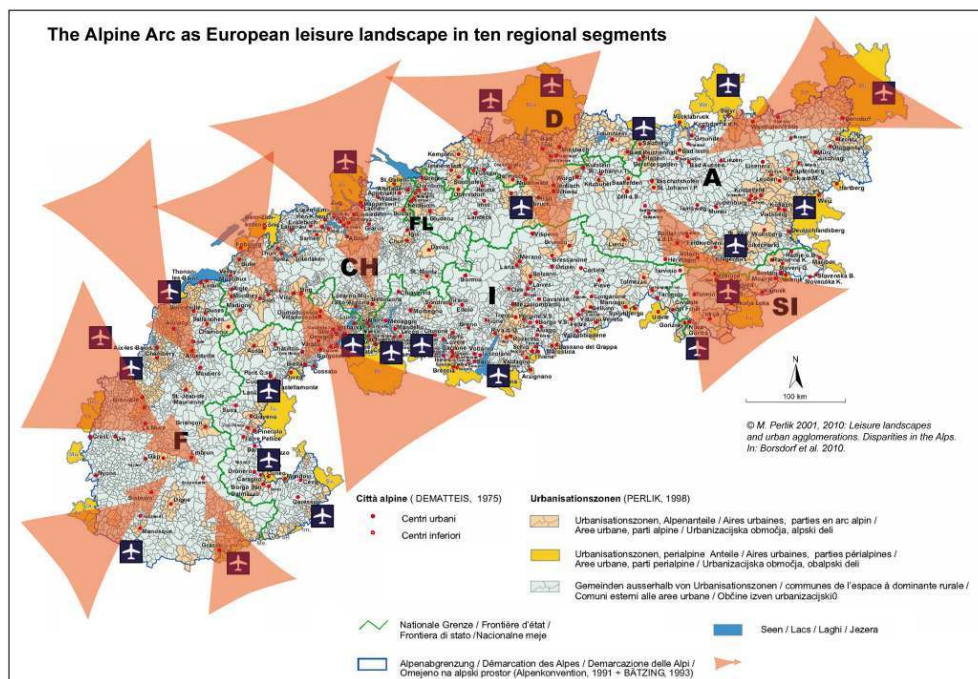
Métropolisation : nouvelle concurrence et alliances diverses entre les régions alpines

- 15 Le fait que les Alpes s'en sortent beaucoup mieux que de nombreuses régions européennes ne signifie pas qu'elles sont exemptes de clivages territoriaux. Le référendum suisse de 2012 sur la limitation des résidences secondaires a fait apparaître une faille profonde entre les plaines et les Préalpes/Alpes (Schuler/Dessemond, 2013). D'autres référendums suisses récents montrent qu'il existe un fossé important entre les centres-villes d'une part et les zones périurbaines et rurales d'autre part. Ces écarts indiquent que les anciens clivages transversaux et multiples du territoire ont tendance à

ne plus faire qu'un. Il a été constaté que, dans une société, une ligne de clivage unique mais profonde provoque plus de conflits que des points de divergence qui se recoupent, car ceux-ci obligent les intervenants à vivre et à travailler ensemble, et à trouver des compromis (Rokkan/Unwin, 1983). Les clivages transversaux sont donc considérés comme plus cohésifs et viables. Dans ce contexte, nous devons nous demander si les précédentes recommandations de renforcer la coopération alpine en vue d'instaurer une distinction régionale vis-à-vis des plaines est un choix prudent.

- 16 L'intégration des Alpes dans le tourisme mondial et sur les marchés de l'immobilier concerne de nombreuses municipalités. Dans ce domaine, elles se comportent en concurrentes. Ce positionnement va à l'encontre d'un intérêt alpin commun. De plus, les régions alpines restent dans leurs modes de régulation nationaux ; elles s'intègrent dans des régions métropolitaines périalpines qui englobent les versants et les larges vallées de la frange alpine. Alors que durant l'ère fordiste, les villes des Alpes de petite et moyenne tailles ont façonné le territoire en un système de lieux centraux en fonction de leur État fédéral respectif, elles deviennent aujourd'hui des « villes-lisières » (*edge cities*) qui offrent des atouts résidentiels au sein de l'aire métropolitaine. Dans cette constellation, les régulations nationales restent importantes et l'arc alpin s'organise en segments basés sur le centre de gravité métropolitain (carte 1).

Carte 1 : l'arc alpin, segmenté en zones métropolitaines distinctes



Source : Perlik, 2010.

- 17 Les métropoles jouent le double rôle de villes mondiales et de moteurs nationaux. Pour celles qui sont situées près des Alpes, les spécificités topographiques de montagne ne sont plus un obstacle, mais un atout pour jouer leur rôle international avec un statut « triple A » : *adaptabilité* au changement dynamique mondial, *attractivité* pour de nouveaux résidents et *autorité* dans les prises de décision (Perlik, 2019). Les divers segments alpins, organisés en fonction de la métropole dominante, expriment des intérêts différents.

18 Exemples :

- Des intérêts contradictoires dans les politiques de transport. Il y a un intérêt objectif commun parmi les habitants le long des couloirs de transit, mais cet intérêt est noyé dans les différentes stratégies nationales.
- Des intérêts contradictoires dans les politiques de transport entre zones métropolitaines périalpines et couloirs de transit en interstices.
- Les régions touristiques n'ont pas d'intérêt alpin en commun, mais mettent leurs destinations en concurrence en vue d'attirer le nouveau potentiel de consommation des classes moyennes mondiales.
- Les problèmes liés à la qualité de l'eau ne concernent que les populations résidant dans les bassins versants.
- Les intérêts communs des industries manufacturières jouent un rôle important au niveau des districts industriels (où chaque cluster est devenu presque unique dans l'arc alpin) et au niveau des stratégies nationales de politiques industrielles.
- La transformation de l'agriculture de montagne est soumise à des stratégies similaires dans les pays alpins (nourriture et produits régionaux labellisés et haute de gamme), mais ces produits étant commercialisés principalement au niveau régional et national (ce qui est raisonnable), ils dépendent des régulations et des politiques nationales et Européennes.

19 Alors que des intérêts divergents se développent au sein de l'arc alpin, le lien avec les plaines se resserre grâce aux échanges de produits labellisés et aux flux de nouveaux migrants ou de résidents multilocaux. Ces flux créent une nouvelle forme de complémentarité entre montagnes et plaines, qui une fois encore affaiblit les liens entre les différentes régions montagneuses ; cette complémentarité a été qualifiée de système productivo-résidentiel (Davezies/Talandier, 2014). Cette conceptualisation peut être interprétée comme une tentative d'entretenir ou de retrouver une solidarité territoriale au niveau national entre les différentes composantes régionales, qui ont emprunté des voies de développement divergentes : centres-villes à forte productivité et districts résidentiels peu peuplés ou désindustrialisés disposant de réserves spatiales dans les zones vierges ou les friches industrielles. Mais ce lien ne peut être bénéfique sur le plan national (ou même européen) que si le sentiment de cohésion mutuelle et de solidarité territoriale entre régions dont la valeur ajoutée diffère est partagé par tous.

20 Si l'on se réfère aux questions thématiques de 1999 abordées par le JAR/RGA sur les villes des Alpes (RGA, 87 (1) ; RGA, 87 (2)), il est maintenant plus clair que le développement des territoires de montagne suit aujourd'hui la même logique que celui des plaines. Les territoires de montagne sont valorisés selon les mécanismes conventionnels de l'économie de marché et au même niveau de mondialisation que les autres territoires, car ils produisent :

- des économies d'échelle basées sur des avantages comparatifs issus d'une division croissante du travail et d'une séparation fonctionnelle : processus décisionnel dans les espaces métropolitains, consommation dans les périphéries scéniques urbanisées sous le label *qualité de vie* ou *aménités*.
- des économies de gamme en créant de nouveaux produits, en particulier par la marchandisation, la transformation de biens publics en ressources privées et l'introduction de chaînes de valeur avec comme proposition unique de vente *le paysage* ou *la nature*.

21 Cependant, la voie de la singularité régionale n'a pas abouti à la stabilité territoriale comme on peut le voir dans les clivages sociaux croissants constatés après la crise de 2009 à l'intérieur et à l'extérieur des territoires de montagne. Au contraire, les spécificités ont

alimenté de nouvelles formes de régionalisme égoïste et une rhétorique nationale portant sur la production, la répartition et la consommation de la valeur (Davezies, 2015). En outre, les bouleversements mondiaux ont renforcé l'importance du bien-être matériel et de la justice sociale en révélant l'angle mort d'une interprétation culturelle des différences sociales. D'abord parce que l'approche culturaliste néglige les origines matérielles de la culture. Deuxièmement parce que l'attraction de l'altérité ou la diversité des paysages ouvre la voie à des disparités non souhaitées et à un clivage social plus grave.

- 22 Nous en concluons que l'accent mis sur les spécificités régionales et l'interprétation actuelle d'un développement spécifique au territoire de montagne doit être analysé et réorienté vers le support des différences et de la diversité, sans accentuer les disparités. Au regard des principales tendances du moment, il est peu probable qu'un arc alpin fort puisse développer ses propres modèles de contre-tendances. Par ailleurs, si nous examinons les clivages européens en termes de richesses tangibles et intangibles, et le message d'exclusion émanant des approches régionalistes, l'idée que les Alpes deviennent une île de bonheur n'est pas un modèle de durabilité. Nous devons donc nous poser la question suivante : est-il encore légitime d'élaborer une stratégie de développement alpin spécifique qui ne peut pas ou ne veut pas éviter le courant régionaliste dans les Alpes ? Si la réponse est non, quelles seraient les alternatives pour protéger les intérêts des territoires périphériques ?

Renégociation entre montagnes et plaines à l'échelle européenne

- 23 Alors que notre analyse est économique, les conclusions relatives à un nouvel équilibre entre les territoires ne peuvent être basées que sur un discours politique nécessitant clairement des arguments normatifs. Pour ce faire, nous nous référons implicitement au concept du développement durable et explicitement aux objectifs de cohésion territoriale.
- 24 Nous avons tenté de démontrer que les espaces métropolitains cumulent les avantages d'une haute valeur ajoutée et d'une économie diversifiée, ainsi que de l'accueil indispensable de grands sièges sociaux qui a toujours manqué dans les Alpes. Ce contexte a créé une relation asymétrique, renforcée par le passage du fordisme à un régime libéral-productiviste depuis les années 80. Cette période allant des années 60 aux années 80 était portée par l'idée d'un développement équitable et les Alpes sont devenues pendant une décennie un contre-modèle de la détérioration des villes, perceptible dans un nouveau discours sur les Alpes (par ex. Bätzing, 1984) et dans les pratiques de la jeunesse urbaine (décrites dans l'exemple de l'économie alpestre en Grisons pratiquée par des jeunes citoyens : Schütz, 2010). Dans les années 90, les villes ont retrouvé leur suprématie en offrant pleins d'options de travail et de modes vie sans les anciennes déséconomies d'agglomération que sont la pollution et les embouteillages. Les grandes villes sont exposées à des risques majeurs (comme la sécurité actuellement), mais disposent en même temps des moyens nécessaires pour les prévenir. Les structures urbaines ont fait preuve d'une grande résilience sur le long terme au cours des derniers siècles ; il semble que cette résilience continuera à se maintenir, au moins sur le moyen terme. Il apparaît donc toujours justifié d'exiger le renforcement du développement urbain dans les

territoires de montagne, au nom de la multiplication des perspectives d'avenir et des interactions régionales. En revanche, les secteurs à faible valeur ajoutée sont sur le déclin, mais prouvent leur résilience en temps de crise (Dematteis, 2010 ; Kasimis, Papadopoulos, 2013 ; Schuler, Perlik, Pasche, 2004 ; Vianey *et al*, 2017). Du point de vue du développement durable, cela les rend indispensables.

- 25 Les zones de montagne ne disposent pas du nombre critique d'habitants nécessaire pour concurrencer les aires métropolitaines. Il est donc impossible d'atteindre un équilibre entre les aires métropolitaines et périphériques en comptant uniquement sur les mécanismes de concurrence du marché, avec la création de nouveaux produits sophistiqués. Cette stratégie est souvent vue comme la panacée, mais elle ne permet de créer une valeur ajoutée suffisante qu'au prix d'une mobilité accrue, d'une spécialisation fragile et d'un groupe de bénéficiaires restreint. Nous devons également garder à l'esprit que des villes puissantes ne vont pas obligatoirement générer des régions alpines puissantes. La prospérité économique ne provoque pas toujours un effet de ruissellement, même si elle le facilite.
- 26 Vivre et produire dans les régions montagneuses ne sera jamais aussi efficace que dans les plaines ; dans un contexte pur et dur de rentabilité, une grande partie de ces zones est vouée à l'abandon. Si l'abandon n'est pas la solution, les différences de productivité doivent clairement être acceptées. En conséquence, l'accent doit être mis sur le rééquilibrage de la relation entre les métropoles des plaines et les espaces moins densément peuplés en termes de conditions de vie et de perspectives d'avenir.
- 27 La récente vague xénophobe qui a déferlé en Europe peut s'expliquer par des promesses non tenues en matière d'avancées sociales et une incertitude des classes moyennes. Les égoïsmes régionaux en sont l'expression territoriale – nous les devons à la promesse non tenue de conditions de vie équilibrées dans les modèles spatiaux post-fordistes de compétition régionale. Jusqu'à présent, les Alpes contemporaines ont été moins impliquées dans cette forme de déclin. Elles doivent être associées au développement national ou au développement européen afin d'éviter une désertification sociale à long terme. Ce qui rend nécessaire une renégociation des relations montagne-plaine. Ces relations devraient reprendre les propositions suivantes :
 - a. *La division fonctionnelle fortement hiérarchique du travail entre les territoires doit être réduite* afin d'éviter un cataclysme social et territorial ; elle est rarement cohésive. Les structures non cohésives accentuent les lignes de clivage le long des frontières régionales ; elles dégradent encore plus les territoires les plus faibles, surtout dans un contexte de mobilité spatiale et sociale forte. L'expérience tirée des périodes de récession montre que les périphéries sont nécessaires et devraient rester peuplées. Les courants nationalistes prouvent que les disparités régionales doivent être minimisées. Dans cette optique, il serait bon de reconsidérer certains aspects des sociétés fordistes (comme un ensemble complet de services publics), même s'il n'y aura pas de retour en arrière vers ces régimes, car eux aussi présentaient un caractère d'exclusion.
 - b. *Les stratégies de marchandisation du paysage centrées sur un ensemble de niches de marché ont leurs limites* et n'assureront pas l'avenir des régions montagneuses dans leur globalité. Comme il existe toujours un fossé dans la création de valeur ajoutée entre les plaines et les montagnes, les régions montagneuses devront toujours être soutenues par une partie de la valeur ajoutée des métropoles. La spécialisation des territoires de montagne doit être contrebalancée par des nouveaux services pour une diversité économique suffisante pour qu'ils puissent rester attractifs sur le long terme. La spécialisation ne devrait être acceptée que si la solidarité fédérale ou européenne s'avère suffisante, comme réassurance. Le

potentiel spécifique des territoires de montagne doit être abordé avec scepticisme dans la mesure où il génère une valeur ajoutée relativement moins importante que les autres secteurs. Ce compromis exigera probablement davantage de régulations politiques basées sur un vote démocratique – « davantage d'État » et non moins, comme aussi exprimé dans l'annuaire de la CNUCED (2017).

- c. *Dans bien des cas, il est nécessaire d'augmenter la productivité des périphéries montagneuses.* Cela génère souvent un conflit d'intérêts avec le maintien d'une grande diversité de l'économie régionale. De tels conflits d'intérêts exigent une discussion sérieuse et large entre toutes les parties prenantes et une base de connaissances de haut niveau.
 - d. *La stratégie de prix élevés appliqués sur les produits alimentaires labellisés est discutable* parce qu'elle peut être abusée par une simple action de marketing et elle risque de surexploiter ces ressources. Elle n'est durable que si la clientèle provient en grande partie de la population régionale mais dans ce cas, les recettes à l'économie régionale restent modestes aussi.
 - e. *La promesse de conditions de vie équivalentes devrait être appliquée sur tout le territoire.* Le capital territorial existant ne peut être exploité qu'à conditions de vie équivalentes et que s'il est utilisé dans sa totalité, sans le réduire à ses caractéristiques paysagères. La gamme de diversité des modes de vie sert le bien-être des humains et est nécessaires au développement de contre-modèles sociétaux. La diversité des paysages ne devrait pas servir les intérêts particuliers. L'intensification de l'interdépendance institutionnelle et informelle entre les territoires alpins et les aires métropolitaines limitrophes peut réduire les divisions territoriales et les conflits de ségrégation.
 - f. *Les différents modes de vie doivent être mutuellement respectés.* Cela vaut aussi bien pour les représentants d'un mode de vie rural ou périurbain que pour les partisans de systèmes de valeur urbains. Les communautés urbaines doivent se montrer moins arrogantes vis-à-vis d'une culture considérée comme inférieure et moins progressiste. Les villes ont un intérêt dans les atouts de la montagne, qu'elles ne peuvent faire valoir que dans la mesure où elles respectent les habitudes des populations montagnardes. La production des régions montagneuses est destinée depuis longtemps aux marchés extérieurs, les populations doivent donc accepter que les besoins de leur clientèle extérieure aient évolué. Elles doivent aussi accepter qu'elles ne manquent pas obligatoirement d'infrastructures lourdes, mais d'institutions, par ex. de l'enseignement supérieur.
 - g. *Dans les Alpes, le problème principal n'est plus la richesse en termes de PIB et de pouvoir d'achat* mais plutôt les perspectives d'avenir, qui incluent un capital symbolique et social et la capacité à faire évoluer les sociétés de montagne (innovation sociale).
- 28 Les régions alpines ont toujours été étroitement liées aux plaines périalpines. Par conséquent, les habitants ont pu bénéficier de nouvelles perspectives, mais ont dû continuellement faire valoir et défendre leur position vis-à-vis des influences venues de l'extérieur (Rosenberg, 1988). Dans l'État-providence fordiste du XX^e siècle, il s'agissait de participer à la croissance économique. De manière paradoxale, dans l'ère libérale-productiviste actuelle, les terrains de montagne sont considérés comme un bien public par la majorité urbaine (Debarbieux/Price, 2008), alors qu'en même temps, elles devraient prendre la responsabilité individuelle de réaliser leur valeur ajoutée régionale plus fortement d'un point de vue de propriété privée et conformément aux règles entrepreneuriales. Ainsi se réduit de plus en plus l'espace public. Cette valeur ajoutée renforcée ne peut par ailleurs être atteinte sans une croissance massive de la population et ne peut être réalisée sur le long terme sans opérer un changement critique dans la structure sociale et sur le plan écologique. Une renégociation de la relation entre montagnes et plaines telle que l'entendent Membretti/Viazzo (2017) paraît nécessaire. Ce

qui signifie que, malgré toutes les différences, la réalité des dépendances mutuelles entre régions montagneuses et métropoles voisines est acceptée comme une communauté de valeurs. L'autonomie déclarée (mais de plus en plus dénuée de sens) des régions montagneuses devrait être remplacée par un soutien mutuel entre métropoles et régions de montagne. Ce soutien mutuel doit dépasser les frontières nationales et couvrir la totalité de l'arc alpin. À cet effet, les efforts pour la création d'une macro-région alpine – s'ils sont accompagnés d'outils politiques efficaces – auraient un sens.

Conclusion

- 29 La stratégie de développement régional qui prédomine aujourd'hui exige que les régions montagneuses se spécialisent dans leurs ressources paysagères et les valorisent comme de véritables entreprises. Nous sommes partis de l'hypothèse que cette stratégie doit être remise en question, étant donné les inégalités spatiales croissantes en Europe. Dans les zones périphériques, ces inégalités sont dues principalement à des opportunités de développement différentes. Elles s'expriment par un clivage social croissant : les grandes tendances des régions riches vont dans le sens d'un abandon de la solidarité nationale ; celles des régions défavorisées s'orientent vers l'exclusion des étrangers et des migrants. Les aires urbaines, y compris dans les Alpes, attirent une population qualifiée et plus prospère, et sont à même de gérer les conflits sociaux de manière plus efficace. Le fossé entre la ville principale et les communautés périurbaines s'est élargi. Dans l'intérêt de sociétés cohésives, il ne semble pas opportun dans ce contexte de continuer à intensifier la compétition entre les régions et de leur permettre d'agir comme des entrepreneurs sur le marché. D'un côté, toutes les régions ne sont pas en mesure de le faire. De l'autre, la valorisation des ressources paysagères signifie qu'elles doivent être très rentables (en risquant la surexploitation) afin d'éviter que la population des Alpes ne migre vers d'autres régions.
- 30 Ceci étant, une rentabilité moyenne nécessite souvent des structures industrielles importantes qui encouragent la mobilité mondiale, sont problématiques sur le plan écologique et excluent la population locale. La division actuelle des sociétés européennes conforte le travail historique mené sur l'aspect des ressources dans les relations sociales (approche du capital de Bourdieu, vu comme capital territorial) et l'effet positif de nombreuses mais peu importantes lignes de conflit dans la société (clivages transversaux de Rokkan). À la lumière de ces travaux, le centrage du développement régional sur une identité alpine étroitement définie qui refuse de servir les intérêts des régions métropolitaines périalpines apparaît de plus en plus contreproductif. D'une part parce qu'il élimine de nombreuses lignes de conflit au profit d'une seule, plus profonde, entre la ville-citadelle et la non-ville, et d'autre part, parce qu'il éloigne les régions périphériques de la connaissance extérieure, dont elles ont besoin si elles veulent être « durables ». Les innovations sociales, particulièrement importantes pour les régions peu peuplées, ne peuvent se développer qu'avec une confiance régionale suffisante et une ouverture sur la connaissance extérieure. C'est probablement la seule façon de défendre des structures et des modes de vie dignes d'être préservés vis-à-vis de la majeure partie de la population qui vit dans les régions urbaines. Sous certaines conditions, le concept de macro-régions européennes pourrait permettre de sortir des tensions entre identité et ouverture, car leur disposition géographique étendue permettrait de relier les bassins de prospérité et d'atténuer les frontières nationales. Mais ces actions nécessitent certaines compétences

et la volonté de construire une relation entre les Alpes et la plaine qui respecte les intérêts de la population montagnarde vivant et travaillant dans des territoires de montagne obéissant à des conditions topographiques particulières.

BIBLIOGRAPHIE

Alpine Convention, 2015.– *Demographic Changes in the Alps. Report on the state of the Alps*. Innsbruck: Permanent Secretariat of the Alpine Convention.

Bätzing, W., 1984.– *Die Alpen – Naturbearbeitung und Umweltzerstörung*. Frankfurt am Main: Siedler.

Bätzing, W., Perlik, M., Dekleva, M., 1996.– “Urbanization and depopulation in the Alps: an analysis of current social–economic structural changes.” *Mountain Research and Development* 16(4): 335–350.

Bertrand, N./Cremer-Schulte, D./Perrin, M., 2015.– “Strategic Spatial Planning and Territorial Asymmetries. Grenoble and Greater Geneva: Two Alpine City Regions Put to the Challenge of Coherence”. *Journal of Alpine Research* 103(3).

Borsdorf, A. et al., 2010.– “Metropolises and "their" Alps. Proceedings of the ForumAlpinum '10, October 6th 2010”. Munich: Bayerische Akademie der Wissenschaften. URL: <http://epub.oeaw.ac.at/?arp=0x00246f29> (accessed on 29.06.2018).

Bourdieu, P., 1979.– *La Distinction*. Paris: Les Éditions de Minuit.

Bourdieu, P. 1986.– The forms of capital. In: J.G. Richardson (ed.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*. New York: Greenwood Press: 241–258.

Boyer, R., ed., 2018.– *La Théorie de la régulation au fil du temps*. Paris, France: Éditions des maisons des sciences de l'homme associées.

Camagni, R./Capello, R., 2010.– “Macroeconomic and territorial policies for regional competitiveness: an EU perspective”. *Regional Science Policy & Practice*, 2(1): 1–19. Available at: <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1757-7802.2010.01016.x/full> (accessed 29 June 2017). Davezies, L. (2015.– *Le nouveau égoïsme territorial*. Paris: Seuil.

Davezies, L./Talandier, M., 2014.– *L'émergence de systèmes productivo-résidentiels*. CGET Travaux n° 19. Paris : La Documentation française.

Debarbieux, B./Price, M., 2008.– Representing Mountains: From Local and National to Global Common Good. *Geopolitics* 13(1): 148–168.

Dematteis, M., 2010.– “Mamma li turchi. Le comunità straniere delle alpi si raccontano: the foreign communities in the Alps tell their own history.” Roccabruna/CN: Chabmbra d'Òc.

Diener, R., Herzog, J., Meili, M., de Meuron, P., Schmid, C., 2006.– *Switzerland: An Urban Portrait*. Basel: Birkhäuser.

Eribon, D., 2010.– *Retour à Reims*. Paris: Flammarion.

Harvey, D., 1973.– *Social Justice and the City*. London: Arnold.

Harvey, D., 1982 [2006].– *Limits to Capital*. London, New York: Verso.

- Jacquemet, E., 2018.- « Réinventer le Khumbu : la société sherpa à l'ère du "Yak Donald's" ». Actes du colloque à Grenoble janvier 2017 (forthcoming).
- Kasimis, C./Papadopoulos, A., 2013.- "Rural Transformations and Family Farming in Contemporary Greece." In: Moragues Faus, A./Ortiz-Miranda, D./Arnalte Alegre, E.: "Agriculture in Mediterranean Europe: Between Old and New Paradigms". *Research in rural sociology and development* 19: 263-293. Bingley: Emerald.
- Kunze, C./Perlik, M./Ruijun, L., 2018.- Chapter 3: "Drivers of changes of mountain sustainability. Hindu Kush Himalayan-Mapping Project (HI-MAP)." Kathmandu: ICIMOD (forthcoming).
- Lajarge, R./Fourny, M.-C., 2011.- « Les espaces péri-urbains, laboratoires de nouvelles modalités de production de territoires. » Colloque international « Les banlieues ou la périphérie en tant que laboratoire de l'emprise de la norme », March 2011, Paris.
- Lipietz, A. (2017) : « Au fond du trou, posons les questions qui fâchent. » *Libération*, 9^{ème} janvier 2017. « Le populisme nationaliste résulte d'un manque de politique au niveau supranational. Réponse à Etienne Balibar. » URL: <http://lipietz.net/spip.php?article3172> (accessed on 29.06.2018).
- O'Reilly, J., Froud, J., Johal, S., Williams, K., Warhurst, C., Morgan, G., ... Galès, P. L., 2016.- Brexit: understanding the socio-economic origins and consequences. *Socio-Economic Review*, 14(4), 807-854.
- Membretti, A./Viazzo, P.P., 2017.- "Negotiating the mountains. Foreign immigration and cultural change in the Italian Alps. Martor", *Revue d'Anthropologie du Musée du Paysan Roumain*, 22: 93-107.
- Perlik, M., 2001.- Alpenstädte – „Zwischen Metropolisation und neuer Eigenständigkeit“. Bern 2001: *Geographica Bernensia* p. 38. Récapitulation Anglaise: Perlik, M./Messerli, P.,/Bätzing, W. 2001.- "Towns in the Alps". *Mountain Research Development* RD 21(3): 243-252.
- Perlik, M., 2010.- "Leisure landscapes and urban agglomerations – Disparities in the Alps." In: Borsdorf, A. et al.: *Challenges for Mountain Research – Tackling Complexity*: 112-119 (chapter 14). Vienna: Böhlau.
- Perlik, M., 2011.- "Alpine gentrification: The mountain village as a metropolitan neighbourhood". *Journal of Alpine Research* 99(1).
- Perlik, M., 2019.- *The Spatial and Economic Transformation of Mountain Regions: Landscapes as Commodities*. Abingdon: Routledge. (forthcoming)
- Perlik, M./Messerli, P., 2004.- "Urbanisation in the Alps: development processes and urban strategies." *Mountain Research Development* 24(3): 215-219.
- Revue de Géographie Alpine 87(1), 1999.- *Les enjeux de l'appartenance alpine dans la dynamique des villes*. Fourny, M.-C. (ed.)
- Revue de Géographie Alpine 87(2) & *Geographica Bernensia* P36, 1999.- *L'avenir des villes des Alpes en Europe*. Perlik, M./Bätzing, W. (eds)
- Rodriguez-Posé, A., 2018.- "The revenge of the places that don't matter (and what to do about it)". *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society* 11(1): 189-209.
- Rokkan, S./Urwin, D.W., 1983.- *Economy, Territory, Identity*. Economy, territory, identity. Politics of West European peripheries. London: Sage.
- Rosenberg, H.G., 1988.- *A Negotiated World: Three Centuries of Change in a French Alpine Community*. Toronto: University of Toronto Press.

Schütz, M., 2010.- "Die Alp als Ort der Gegenkultur." Mémoire, Université de Bâle. URL: http://www.zalp.ch/aktuell/suppen/suppe_2011_09_01/bilder/Die_Alpe_als_Ort_der_Gegenkultur.pdf (accessed on 29.06.2018).

Schuler, M./Dessemond, P., 2013.- "The Swiss Vote on Limiting Second Homes." *Journal of Alpine Research*. Hors série.

Schuler, M. et al., 1999.- « Les grandes régions de la Suisse: la Suisse dans le système des régions NUTS. » Neuchâtel: Office fédéral de la statistique, Office fédéral de l'aménagement du territoire.

SIMRA, Social Innovation in Marginalized Rural Areas, 2017.- Data base. URL: <http://www.simra-h2020.eu/index.php/simradatabase/> (accessed on 29.06.2018)

Smith, N., 2007.- Nature as Accumulation Strategy, *Socialist Register* 43: 16-41.

UNCTAD, 2017.- "Trade and Development Report 2017. Beyond Austerity: Towards A Global New Deal." Report by the secretariat of the United Nations Conference on Trade and Development. New York, Geneva: UN.

Vianey, G. et al., 2017.- « Pertinence de la petite exploitation en temps de crise. Présentation au 54^{ème} colloque ASRDLF: Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation », 5-7 juillet 2017, Athens. URL: http://asrdlf2017.com/asrdlf2017_com/inc/resumes/339.pdf (accessed on 29.06.2018).

Werlen, B., 1996.- "Regionalismus: Eine anti-moderne Antwort auf die Konsequenzen der Moderne?" In: Renner, E. (ed.): *Regionalismus*. St. Gallen: FWR-Publikationen, Bd. 30.

NOTES

1. En 1990, 59 % de la population des Alpes vivait en zone urbaine ; 18 % d'entre elle faisait partie d'agglomérations périalpines et de zones métropolitaines (i.e. hors du périmètre de la Convention Alpine). 66% des emplois alpins se situaient dans les zones urbaines (Perlik, 2001) ; voir également la carte 1 ainsi que Schuler, Dessemond, Perlik, 2013.

2. Citons entre autres les travaux bien connus de Michael Porter, Richard Florida, Mark Granovetter ou Joseph Schumpeter.

RÉSUMÉS

Les stratégies de développement régional actuelles exigent des régions de montagne qu'elles se spécialisent dans leurs ressources paysagères et qu'elles les valorisent de manière indépendante. L'hypothèse est que cette stratégie doit être remise en question compte tenu de l'accroissement des inégalités spatiales en Europe. Dans les zones périphériques, cette inégalité est principalement due aux différences dans les opportunités de développement. Elle trouve son expression dans un clivage social croissant, qui s'exprime à son tour dans les pratiques de vote polarisé de la population : les régions riches agissent de façon régionaliste afin de quitter la communauté plus large de solidarité de l'État-nation. Les régions pauvres voient se répandre des courants nationalistes et ouvertement racistes. Les villes, y compris celles des Alpes, attirent une

population éduquée et plus prospère et sont capables de gérer plus généreusement les conflits sociaux. L'écart entre les grands villes centres et leur arrière-pays s'élargit. Dans l'intérêt des sociétés cohésives, il ne semble pas très utile dans cette situation d'intensifier davantage la concurrence régionale en valorisant sélectivement les ressources paysagères. D'une part, toutes les régions ne sont pas en mesure de le faire. D'autre part, la valorisation des ressources paysagères, notamment dans les Alpes, doit être rentable pour leurs habitants afin qu'ils n'émigrent pas. Cependant, des bénéfices moyens ne peuvent être obtenus que par le biais de grandes structures économiques. En retour, celles-ci alimentent la mobilité mondiale, sont problématiques pour des raisons écologiques et excluent la population locale de leur utilisation. Le clivage actuel des sociétés européennes confirme le travail historique sur le caractère de ressource des relations sociales (le concept de capital de Bourdieu, interprété comme capital territorial) et l'effet positif des différences nombreuses mais plates dans une société (les clivages transversaux de Rokkan).

Dans ce contexte, l'accent mis par le développement régional sur une identité alpine étroitement définie, qui refuse de servir les intérêts des régions métropolitaines voisines, apparaît de plus en plus contre-productif. D'une part, parce qu'elle annule les nombreux conflits en faveur d'un seul conflit profond entre les régions métropolitaines extra-alpines et une pseudo-ruralité alpine, et d'autre part, parce qu'elle coupe les régions périphériques des connaissances externes, dont elles ont besoin si elles veulent être "durables". Les innovations sociales, qui sont particulièrement importantes pour les régions faiblement peuplées, n'apparaissent que si, outre la confiance en soi régionale, il existe une ouverture d'esprit à l'égard des connaissances extérieures. C'est la seule façon de défendre des structures et des modes de vie dignes d'être préservés contre la majorité de la population en dehors des Alpes.

Le concept de macro-régions européennes pourrait offrir un moyen de sortir de la tension entre identité et ouverture, à condition que les macro-régions tentent sérieusement de combler les écarts de prospérité et de dépasser les limites des frontières nationales par leur large périmètre géographiques. Pour ce faire, elles ont besoin d'une compétence suffisante et de la volonté de façonner les relations entre les Alpes et la plaine de telle sorte que les intérêts de travailler et de vivre dans les régions de montagne dans des conditions topographiques particulières soient protégés. Cela ne sera pas possible sans subventions croisées ; pour y parvenir, les zones de montagne devront, dans une certaine mesure, répondre aux besoins des zones urbaines. Il reste à renégocier les relations entre les Alpes et les plaines afin de redéfinir la complémentarité entre elles sur la base d'une nouvelle solidarité territoriale.

The current regional development strategies require mountain regions to specialise in their landscape resources and to value them independently. The hypothesis is that this strategy has to be questioned in view of increasing spatial inequality in Europe. In the peripheral areas, this inequality is mainly due to differences in development opportunities. It finds its expression in an increasing social cleavage, which in turn is expressed in polarized voting practices of the population: Rich regions are acting regionalist in order to leave the larger community of solidarity of the nation state. Poor regions see nationalist and openly racist currents spreading. Cities, including those in the Alps, attract an educated and more prosperous population and are able to handle social conflicts more generously. The gap between the large core cities and their hinterlands is widening.

In the interest of cohesive societies, it does not seem very expedient in this situation to further intensify regional competition by selectively valorising landscape resources. On the one hand, not all regions are in a position to do so. On the other hand, the valorisation of landscape resources, especially in the Alps, means that it must be profitable for their inhabitants so that they do not out-migrate. However, average benefits are only achievable through large economic structures. In turn, they fuel global mobility, are problematic for ecological reasons and often

exclude the local population from use. The current division of European societies confirms the historical work on the resource character of social relations (Bourdieu's concept of capital, interpreted as territorial capital) and the positive effect of many but flat lines of conflict in a society (Rokkan's cross-cutting cleavages). In this light, the focus of regional development on a narrowly defined Alpine identity, which refuses to serve the interests of the neighbouring metropolitan regions, appears increasingly counterproductive. On the one hand, because it cancels out the many conflicts in favour of one single deep conflict between extra-Alpine metropolitan regions and an alpine pseudo-rurality, and on the other hand, because it cuts off the peripheral regions from external knowledge, which they need if they want to be "sustainable". Social innovations, which are particularly important for sparsely populated regions, only arise if there is an open mind towards external knowledge in addition to regional self-confidence. This is the only way to defend structures and ways of life worth preserving against the majority of the population living outside the Alps.

The concept of European macro-regions could offer a way out of the tension between identity and openness, provided that these macro-regions seriously attempt to bridge prosperity trenches and national borders with their geographically wide demarcation. In order to do so, they need sufficient competence and the willingness to shape the relationship between the Alps and the plain in such a way that the interests to work and live in the mountain regions under the special conditions of topography are protected. This will not be possible without cross-subsidisation; to achieve this, mountain areas will have to some extent respond to the needs of urban areas. The task remains to renegotiate relations between the Alps and the plains in order to redefine complementarity between them on the basis of a new territorial solidarity.

Die heute vorherrschenden Regionalentwicklungsstrategien verlangen von den Gebirgsregionen, sich auf ihre Landschaftsressourcen zu spezialisieren und diese selbständig in Wert zu setzen. Angesichts zunehmender räumlicher Ungleichheit in Europa, so die Hypothese, muss diese Strategie in Frage gestellt werden. In den peripheren Gebieten besteht diese Ungleichheit hauptsächlich in unterschiedlichen Entwicklungschancen. Sie findet ihren Ausdruck in einer zunehmenden gesellschaftlichen Spaltung, die sich wiederum in polarisiertem Abstimmungsverhalten der Bevölkerung äussert: Reiche Regionen agieren regionalistisch, um die grössere Solidargemeinschaft des Nationalstaates zu verlassen. In ärmeren Regionen machen sich nationalistische und offen rassistische Strömungen breit. Städte, auch in den Alpen, ziehen eine gebildete und wohlhabendere Einwohnerschaft an und sind in der Lage soziale Konflikte grosszügiger zu handhaben. Es vertieft sich der Graben zwischen den grossen Kernstädten und ihren Hinterländern. Im Interesse kohäsiver Gesellschaften erscheint es in dieser Situation wenig zielführend, den regionalen Wettbewerb durch eine selektive Inwertsetzung von Landschaftsressourcen weiter zu verschärfen. Zum einen sind nicht alle Regionen dazu in der Lage. Zum andern bedeutet die Inwertsetzung von Landschaftsressourcen, insbesondere in den Alpen, dass sie für die Bevölkerung rentabel sein muss, damit sie nicht in andere Regionen abwandert. Durchschnittliche Rentabilität lässt sich aber in der Regel nur durch Grossstrukturen erreichen. Sie treiben die globale Mobilität an, sind aus ökologischen Gründen problematisch und oft schliessen sie die einheimische Bevölkerung von der Nutzung aus. Die aktuelle Spaltung der europäischen Gesellschaften bekräftigt die historischen Arbeiten zum Ressourcencharakter sozialer Beziehungen (Bourdieu's Kapitalbegriff, interpretiert als territoriales Kapital) und der positiven Wirkung von vielen, dafür aber flachen Konfliktlinien in einer Gesellschaft (Rokkan's *cross-cutting cleavages*). Die Fokussierung der Regionalentwicklung auf eine eng begrenzte Alpenidentität, die sich den Interessen der angrenzenden Metropolregionen verweigert, erscheint in diesem Licht zunehmend kontraproduktiv. Zum einen, weil sie die vielfältigen Konflikte aufhebt zugunsten eines einzigen tiefgehenden Konflikts zwischen ausseralpiner Metropolregion und alpiner Schein-Ruralität; zum andern, weil sie die peripheren Regionen von

externem Wissen abscheidet, das diese jedoch brauchen, wenn sie «nachhaltig» sein wollen. Soziale Innovationen, die für dünn besiedelte Regionen besonders wichtig sind, entstehen nur, wenn neben regionalem Selbstbewusstsein eine Öffnung zu externem Wissen besteht. Nur so lassen sich erhaltenswerte Strukturen und Lebensweisen gegenüber der Bevölkerungsmehrheit ausserhalb der Alpen verteidigen. Einen Ausweg aus dem Spannungsverhältnis zwischen Identität und Öffnung könnte das Konzept der europäischen Makroregionen bieten, sofern diese ernsthaft versuchen, mit ihrer geographisch weiträumigen Abgrenzung Wohlstandsgräben und nationale Grenzen zu überbrücken. Damit sie dies auch tatsächlich tun, bedarf es ausreichender Kompetenzen und die Bereitschaft, das Verhältnis zwischen Alpen und Ebene so zu gestalten, dass die Interessen der Bergbevölkerung, unter den besonderen Bedingungen der Topographie in den Berggebieten zu arbeiten und zu leben, gewahrt bleiben. Dies wird nicht ohne Quersubventionierung gehen und dafür müssen die Berggebiete auch bis zu einem gewissen Grad auf die Bedürfnisse der urbanen Gebiete eingehen. Es bleibt die Aufgabe, die Beziehungen zwischen den Alpen und den Ebenen neu zu verhandeln, um die Komplementarität zwischen ihnen auf der Grundlage einer neuen territorialen Solidarität neu zu definieren.

INDEX

Mots-clés : urbanisation, régionalisme, liens ruraux-urbains, macro-régions Européennes, clivages transversaux, capital territorial, innovation sociale

Schlüsselwörter : Urbanisierung, Regionalismus, rural-urban linkages, Europäische Makroregion, cross-cutting cleavages, territoriales Kapital, soziale Innovation

Keywords : urbanisation, regionalism, rural-urban linkages, European macro-regions, cross-cutting cleavages, territorial capital, social innovation

AUTEUR

MANFRED PERLIK

Géographe économique. University of Bern, Centre for Development and Environment, CH-3012 Bern. Chercheur associé à l'UMR Pacte, Université de Grenoble. manfred.perlik@cde.unibe.ch